

N° 4182<sup>4</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 1996-1997

# PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

**modifiant le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 1987  
relatif aux Installations de combustion alimentées en combustible liquide  
ou gazeux**

\* \* \*

## SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Observations du Ministère de l'Environnement .....	1
– Dépêche du Ministre de l'Environnement au Ministre aux Relations avec le Parlement (5.2.1997) .....	1
2) Texte coordonné du projet de règlement grand-ducal .....	3

\*

## OBSERVATIONS DU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT

## DEPECHE DU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT AU MINISTRE AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

(5.2.1997)

Monsieur le Ministre,

Je me réfère à l'avis du Conseil d'Etat daté du 28 janvier 1997. Je vous fais parvenir par la présente aux fins de soumission à la Chambre des députés (Commission de travail) un texte coordonné du projet ainsi que les observations du département de l'environnement y relatives.

Le Ministère de l'Environnement peut se déclarer d'accord avec les amendements formulés par le Conseil d'Etat en ce qui concerne le préambule, l'article 1er point 3. et point 6. Pour ce qui est de l'annexe II, le texte proposé par la Chambre des Métiers a été repris. En ce qui concerne l'article 2, les dates du 1er janvier 1997 et du 31 décembre 1996 sont remplacées par les dates respectivement du 1er avril 1997 et du 31 mars 1997; l'amendement suggéré par le Conseil d'Etat audit article a également été repris.

Pour ce qui est de l'article 1er point 5, il y a lieu de ne pas reprendre l'amendement suggéré par le Conseil d'Etat.

En effet la Haute Corporation se demande s'il est opportun de charger la Chambre des Métiers de dresser une liste des entreprises „habilitées à solliciter une réception“. C'est justement en raison du droit d'établissement et notamment du droit communautaire y relatif qu'il y a une différence entre la liste des entreprises légalement établies, c'est-à-dire habilitées à demander une réception et les entreprises habilitées à procéder à une révision au sens du présent règlement. Si l'on se limite à dresser la liste des entreprises habilitées à procéder à la révision, certaines entreprises qui ne remplissent pas les conditions spécifiques pour être habilitées à procéder aux révisions (contrôleur et appareils de mesures contrôlés) sont exclues de la publicité qu'entraîne une telle liste alors qu'elles sont légalement établies et de ce fait habilitées à demander la réception. La liste des entreprises habilitées à demander la réception sont celles qui sont légalement établies. Un client potentiel peut donc s'adresser à une telle entreprise pour

une „nouvelle“ installation de chauffage. La liste des entreprises habilitées à procéder à la révision sont celles des entreprises légalement établies qui remplissent les conditions spécifiques du présent règlement pour être habilitées à procéder aux révisions. Il faut donc maintenir les dispositions qui demandent à la Chambre des Métiers de dresser l'une et l'autre liste. C'est d'ailleurs la pratique courante depuis des années.

Il y a lieu de ne pas reprendre les propositions formulées par la Chambre des Métiers et qui se rapportent à l'Annexe IV, à l'Annexe VII (remarque 1), à l'article 11 (remarque 2) et à l'Annexe VIII (remarque 3).

Pour ce qui est de l'Annexe IV, le département de l'environnement avait déjà proposé dans la prise de position sur l'avis de la Chambre des Métiers de ne pas reprendre cette suggestion. La disposition telle que proposée est superfétatoire et donne lieu à confusion en ce sens que l'installation d'un orifice de contrôle par l'installateur est une mesure indispensable pour assurer un travail de contrôle approprié. En la matière, il n'existe pas de problème dans la pratique. Il s'agit d'ailleurs d'une pratique courante. En ce qui concerne l'amendement suggéré au croquis de l'Annexe IV, il y a lieu de faire remarquer que les appareils à utiliser dans ce cas peuvent être si nécessaire facilement adaptés, et ceci à des frais insignifiants.

En outre, le département de l'environnement avait également proposé de ne pas reprendre une nouvelle Annexe VII relative à la composition et à la conformité des coffrets de mesure. En effet, de telles dispositions apparaissent être évidentes et reflètent la pratique courante en la matière. A cet égard, il avait été suggéré de modifier le point 4. de l'article 13; le Conseil d'Etat s'est déclaré d'accord avec l'amendement.

En ce qui concerne la remarque 2 formulée par la Chambre des Métiers, il y a lieu de ne pas la reprendre notamment par le souci d'éviter un risque potentiel d'arbitraire et d'abus. La plupart des installations à contrôler ne sont accessibles que par le biais de l'accès à une habitation privée, dont les conditions et modalités sont par ailleurs déjà légalement établies.

En ce qui concerne la remarque 3 formulée par la Chambre des Métiers ainsi que l'Annexe VIII, il y a lieu de ne pas la reprendre notamment par le souci d'éviter la surréglementation et la bureaucratie en la matière. Les modalités d'information de l'Administration pourraient être fixées plus rationnellement sur une base conventionnelle.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

*Le Ministre de l'Environnement,*  
**Johny LAHURE**

## TEXTE COORDONNE DU PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 1987 relatif aux installations de combustion alimentées en combustible liquide ou gazeux;

Vu l'avis de la Chambre des Métiers;

L'avis de la Chambre de Commerce ayant été demandé;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Commission de travail de la Chambre des députés;

Sur le rapport de Notre ministre de l'Environnement, de Notre ministre des Classes Moyennes et du Tourisme, de Notre ministre de la Justice, de Notre ministre de la Santé, de Notre ministre de l'Economie et de Notre ministre de l'Energie et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1er.**— Le règlement grand-ducal du 23 décembre 1987 relatif aux installations de combustion alimentées en combustible liquide ou gazeux, tel qu'il a été modifié par le règlement grand-ducal du 30 novembre 1989

- portant application de la directive 88/609 CEE du 24 novembre 1988 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des grandes installations de combustion,
  - modifiant et complétant le règlement grand-ducal du 23 décembre 1987 relatif aux installations de combustion alimentées en combustible liquide ou gazeux,
- et dénommé ci-après „le règlement“, est modifié comme suit:

1. Le règlement prend l'intitulé suivant:

„Règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 1987 relatif aux installations de combustion alimentées en combustible liquide“

2. A l'article 1er du règlement, le point 1. est remplacé comme suit:

„1. Sans préjudice de l'application de la législation relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, les dispositions du présent règlement sont applicables aux installations fixes de combustion alimentées en combustible liquide, quelle que soit l'affectation des locaux où sont comprises ces installations.“

3. A l'article 2 du règlement,

a) le point 1 est rédigé comme suit:

„1. „installations de combustion“

toute installation servant à des fins de combustion, consommant des combustibles liquides et comportant des générateurs de vapeur, d'eau chaude, d'eau surchauffée d'air chaud ou d'autres fluides caloporteurs.

Elles sont dénommées ci-après „installations“.

Si deux ou plusieurs chaudières sont exploitées de telle manière que leurs gaz résiduaires pourraient, compte tenu des facteurs techniques et économiques, être rejetés par une cheminée commune, l'ensemble formé par ces installations doit être considéré comme une seule unité du point de vue puissance calorifique.“

b) le point 3 est biffé.

- c) le point 11 est modifié comme suit:  
 „11. „transformation importante“  
 le remplacement d'une chaudière ou d'un brûleur.“  
 Les points „3“, „4“, „5“, „6“, „7“, „8“, „9“, „10“, „11“ et „12“ dudit article deviennent respectivement les points „2“, „3“, „4“, „5“, „6“, „7“, „8“, „9“, „10“ et „11“.
4. A l'article 12 du règlement, les premier et deuxième alinéas du point 3. sont biffés.
5. A l'article 13 du règlement
- a) l'intitulé est modifié comme suit:  
 „Conditions et modalités de révision des installations au gas-oil“
- b) les premier et deuxième alinéas du point 1. sont remplacés par les textes suivants:  
 „1. Les révisions des installations au gas-oil sont effectuées, à la demande de l'utilisateur, par une entreprise d'installation de chauffage ou par une entreprise de révision de chauffage légalement établie.  
 La Chambre des métiers dresse la liste officielle des entreprises légalement établies qui sont habilitées à demander une réception au sens du présent règlement ainsi que la liste officielle des entreprises légalement établies qui sont habilitées à procéder à une révision au sens du présent règlement.“
- c) la première phrase du point 4. de l'article 13 est modifiée comme suit:  
 „Le bon fonctionnement des instruments de mesure utilisés en vue d'effectuer les opérations de révision prévues par le présent règlement et effectuées par les entreprises visées par le premier alinéa du point 1. doit être contrôlé et certifié par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement.“
6. L'annexe II du règlement est remplacée par le texte suivant:  
 „Formule pour le calcul du rendement de combustion d'après la méthode de mesurage CO<sub>2</sub>:
- $$n = 100 - [(t_A - t_L) \times (\frac{A_1}{CO_2} + B)]$$
- n = rendement  
 t<sub>A</sub> = température des gaz de combustion en °C  
 t<sub>L</sub> = température de l'air de combustion en °C  
 mesurée au niveau de l'entrée d'air du brûleur  
 (am Ansaugstutzen gemessen)  
 CO<sub>2</sub> = anhydride carbonique en % volume mesuré  
 A<sub>1</sub> = 0,50  
 B = 0,007
- Formule pour le calcul du rendement de combustion d'après la méthode de mesurage O<sub>2</sub>:
- $$n = 100 - [(t_A - t_L) \times (\frac{A_2}{21 - O_2} + B)]$$
- n = rendement  
 t<sub>A</sub> = température des gaz de combustion en °C  
 t<sub>L</sub> = température de l'air de combustion en °C  
 mesurée au niveau de l'entrée d'air du brûleur  
 (am Ansaugstutzen gemessen)  
 O<sub>2</sub> = oxygène en % volume mesuré  
 A<sub>2</sub> = 0,68  
 B = 0,007“
7. L'annexe IV du règlement est modifiée comme suit:  
 a) L'intitulé de la section A) ainsi que la section B) sont biffés.

b) Les dispositions figurant sous la section A) sont amendées comme suit:

„L'ouverture pour le contrôle à effectuer lors des travaux de réception ou de révision est à percer, dans la mesure du possible, à une distance qui est égale à deux fois le diamètre de la conduite des gaz de combustion à partir de la chaudière et sous un angle de 45 degrés dans la partie supérieure de la conduite, suivant le graphique suivant:“

**Art. 2.–** 1. Le présent règlement entre en vigueur le 1er avril 1997.

2. Pour les révisions des installations au gaz qui ont été effectuées, conformément à l'article 13 point 1. du règlement grand-ducal visé au 1er alinéa de l'article 1er du présent règlement, jusqu'au 31 mars 1997 inclusivement, les dispositions de l'article 13 point 2. premier et deuxième alinéas dudit règlement s'appliquent.

**Art. 3.–** Notre ministre de l'Environnement, Notre ministre des Classes Moyennes et du Tourisme, Notre ministre de la Justice, Notre ministre de la Santé, Notre ministre de l'Economie et Notre ministre de l'Energie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de l'Environnement,  
Ministre de la Santé,  
Johny LAHURE*

*Le Ministre des Classes Moyennes  
et du Tourisme,  
Fernand BODEN*

*Le Ministre de la Justice,  
Marc FISCHBACH*

*Le Ministre de l'Economie,  
Ministre de l'Energie,  
Robert GOEBBELS*